



**Communication, concertation et participation du public autour
des installations de traitement des déchets issus de l'industrie
Retours d'expériences**

En collaboration avec J.Y. Nevers (CERTOP – Toulouse 2)

Journée d'étude RECORD – 4 Juillet 2008

Agenda

1. Contexte
2. Objectifs
3. Obligations réglementaires
4. Analyse théorique
5. Etude de cas en France
6. Analyse globale : Théorique et pratique

Contexte

- ✓ Processus d'implantation d'installation de traitements de déchets
 - Perception comme indésirable (NIMBY)
 - Echec
 - Mauvaise stratégie de concertation
 - Manque de prise en compte des considérations sociales et sociétales
 - Mauvaises performances environnementales et techniques
 - Pq ?
 - Croissance des attentes en matière de concertation locale



Législateur : Apport de certaines réponses
Porteurs de projets : Attente d'outils

Objectifs

- ✓ Etudier la place du processus de concertation et/ou participation dans le cadre d'implantation ou de suivi d'installations de traitement de déchets issus de l'industrie

Par le biais de l'analyse:

- Obligations réglementaires
- Processus théoriques référencés dans la littérature

et l'étude

- Processus en France



Identification des étapes clés

Mise en évidence des facteurs de réussite, des freins et des difficultés

Obligations réglementaires

- International

- Déclaration de Rio (1992) → recommandation

- Principe 10

« La meilleure façon de traiter les questions de l'environnement est d'assurer la participation de tous les citoyens »

- Convention d'Aarhus (1998) → contraignant

- Droit d'accès du public à l'information en matière d'environnement

- Droit à la participation du public aux décisions environnementales

- Décisions relatives à des activités particulières

- Elaboration de plans et programmes

- (Elaboration de dispositions réglementaires)



Le + en amont possible

- (Droit d'accès à la justice)

Obligations réglementaires – France

- Participation à l'élaboration des projets d'équipements
- Participation du public à l'élaboration de plans
- Enquête publique
- CLIS

- Engager la discussion avant ouverture de la procédure administrative, donc en amont de l'étude d'impact et de l'enquête publique

Pas d'obligations

- ➔ Pas possible pour le public de se prononcer sur l'opportunité du projet (sauf projet d'équipement d'intérêt national)
- ➔ Préfet souverain pour la décision



Développement de nouveaux instruments de participation

Analyse théorique - Général

- Méthodes de localisation d'équipements
 - Processus de choix économique
 - DAD (Decide Announce Defend)
 - Détermination du site d'implantation
→ analyse multicritères
 - Annonce du choix du site
 - Défense de sa position
- Attention inadéquate portée aux considérations politiques et sociales

Analyse théorique - Général

- Méthodes de localisation d'équipements
 - Processus de choix concerté
 - Méthode ouverte
 - Définition de critères pour sélectionner site
 - Appel à collectivités volontaires
 - Investigation des sites candidats et choix des sites
 - Référendum
 - Choix définitif du site
 - ➔ Engagement volontaire et réversible
 - Méthode d'appel à sites sur base d'une offre de compensation
 - Publications des critères pour sélectionner site
 - Appel à collectivités volontaires
 - Offre de compensation
 - Evaluation du site proposé par la collectivité volontaire
 - ➔ Engagement volontaire

Analyse globale : Théorique et Pratique

- Condition préalable : Validation d'un besoin
 - Au niveau d'une Région ou de plusieurs Régions
- Deux cas : Extension ou nouvelle implantation ?
 - Bon projet
 - Souplesse dans le projet (contenu, lieu...)



Attention!

Au choix de la période pour débiter le processus de localisation et de concertation

Extension - Centre de stockage de classe I

- **Projet**
 - Extension d'un CSDU
- **Déroulement chronologique du processus**
 - Réunion d'information avec les riverains et autres acteurs du territoire pour présenter le projet
 - Dépôt de la demande d'autorisation
 - Enquête publique
 - Arrêté préfectoral



Réunion d'information + Enquête publique + CLIS

Extension - Centre de stockage de classe I

- Stratégies mises en œuvre
 - Soutien au développement local
 - Recrutement local des salariés
 - Recours à la sous-traitance locale
 - Création d'emplois induits
 - Entretien de bonnes relations avec les différents acteurs du territoire
 - Associations de défense de l'environnement
 - Populations riveraines
 - Presse

Extension - Centre de stockage de classe I

- Stratégies mises en œuvre
 - Respect des milieux naturels et locaux
 - Intégration paysagère
 - Préservation biodiversité et milieux naturels
 - Bio-monitoring lichenique
 - Respect architecture
 - Implantation dans zones à faible densité
 - Culture d'entreprise
 - Environnement : ISO 14000
 - Qualité : ISO 9000
 - Santé et sécurité : OHSAS 18001

Extension - Incinérateur

- **Projet**
 - Extension d'activité
- **Déroulement chronologique**
 - Dépôt de la nouvelle demande d'autorisation
 - Enquête publique
 - Arrêté délivré par le préfet
 - Mise en service de la nouvelle installation
- **Autres facteurs**  **Enquête publique + CLIS**
 - Bonne situation du site (ZAE, ZI)
 - Minimisation impact esthétique
 - Régions industrielles
 - Création (et maintien) emploi

Extension – Conclusion

Besoin de capacité de traitement supplémentaire

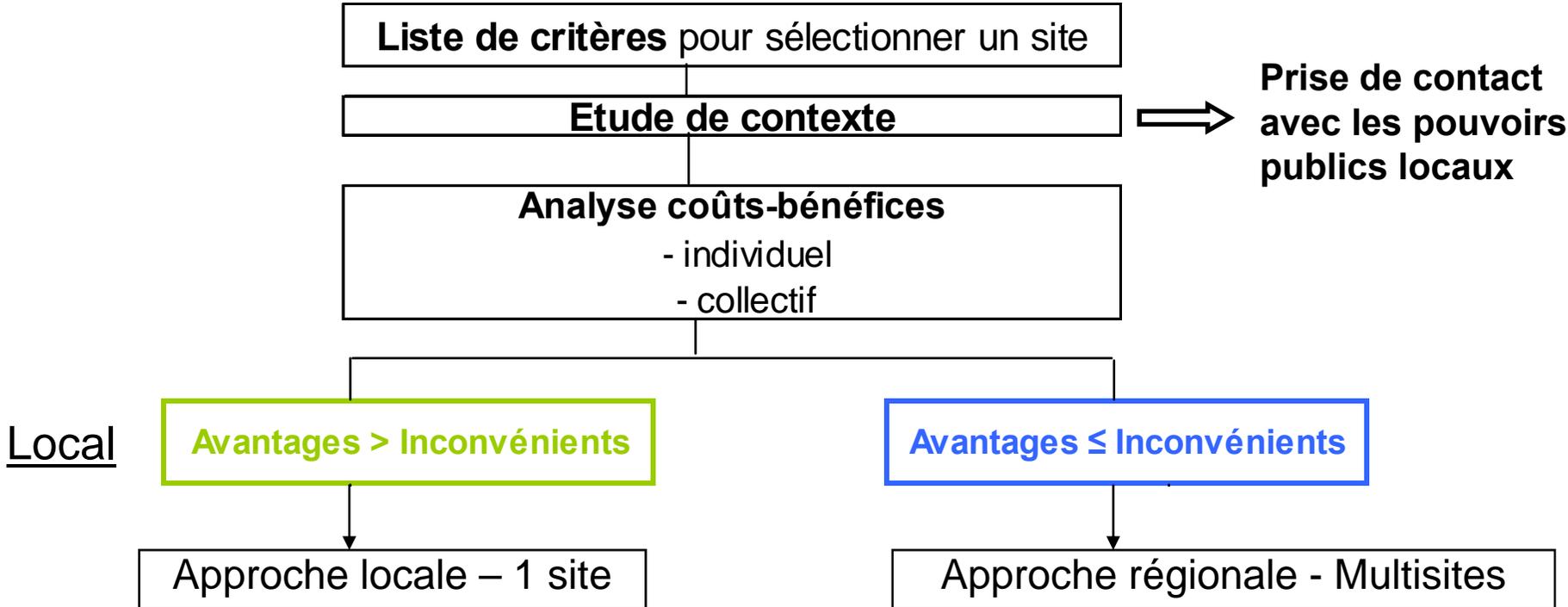
OUI

Installation existante

Conditions minimum nécessaires à remplir

- Respect législation en vigueur
- Bon fonctionnement et surveillance de l'installation
- Bonnes relations avec les pouvoirs publics
- Bon accompagnement population (CLIS, Journées Portes-Ouvertes...)
- Presse locale
- Mesures de minimisation et de suivi des impacts
- Equilibre entre retombées positives et négatives

Nouvelle installation - Approche



⇒ Soutien des pouvoirs locaux

⇒ Négociations / Adaptation

- ↘ impacts

- ↗ compensations

⇒ Communication/Information

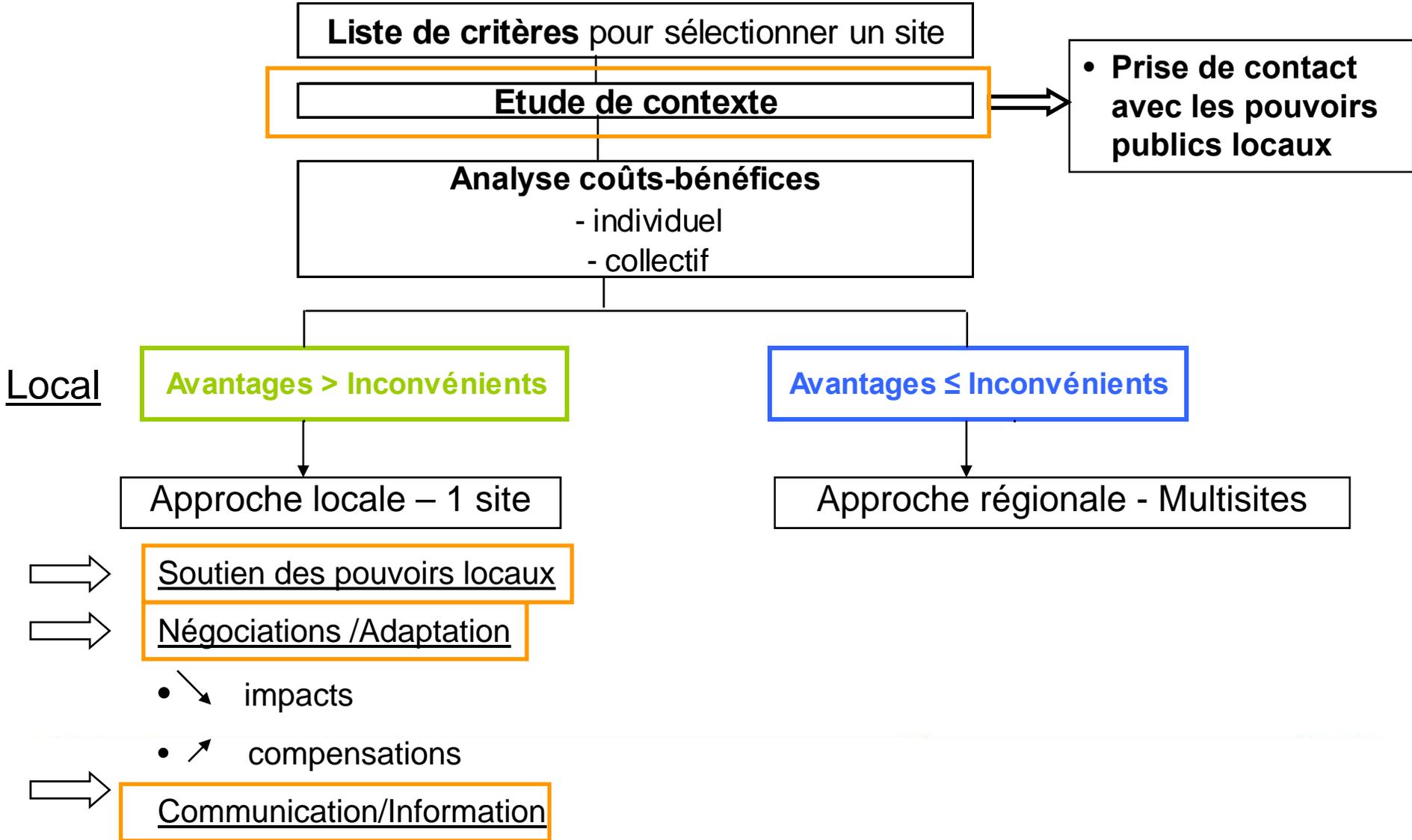
Nouvelle – Transfert/Tri DIB

- **Projet**
 - Création d'un centre de tri-transfert de DIB
- **Déroulement chronologique**
 - Achat du terrain
 - Prise de contact avec le maire
 - Appel à un bureau d'étude pour réaliser :
 - Etude de contexte
 - Phase de concertation
 - Réalisation d'un week-end portes-ouvertes
 - Enquête publique

Nouvelle – Transfert/Tri DIB

- Stratégies mises en oeuvre
 - Exploitant
 - Appel à un bureau spécialisé dans les processus de concertation
 - Bureau
 - Réalisation étude de contexte
 - Proposition d'adaptation de son projet au promoteur (contournement du village concerné prévu avant annonce du projet)
 - Organisation Journées Portes-ouvertes
- Autres facteurs
 - Type de déchets et traitement → peu de risques
 - Exutoire pour entreprises locales

Nouvelle installation - Approche



Nouvelle - Mâchefers

- **Projet**
 - Mise en service de plateformes de maturation des mâchefers
- **Déroulement chronologique**
 - Etude de faisabilité
 - Rencontre des pouvoirs publics locaux
 - Visite de sites analogues
 - Première réunion de concertation
 - Enquête publique
 - Arrêté préfectoral

Nouvelle - Mâchefers

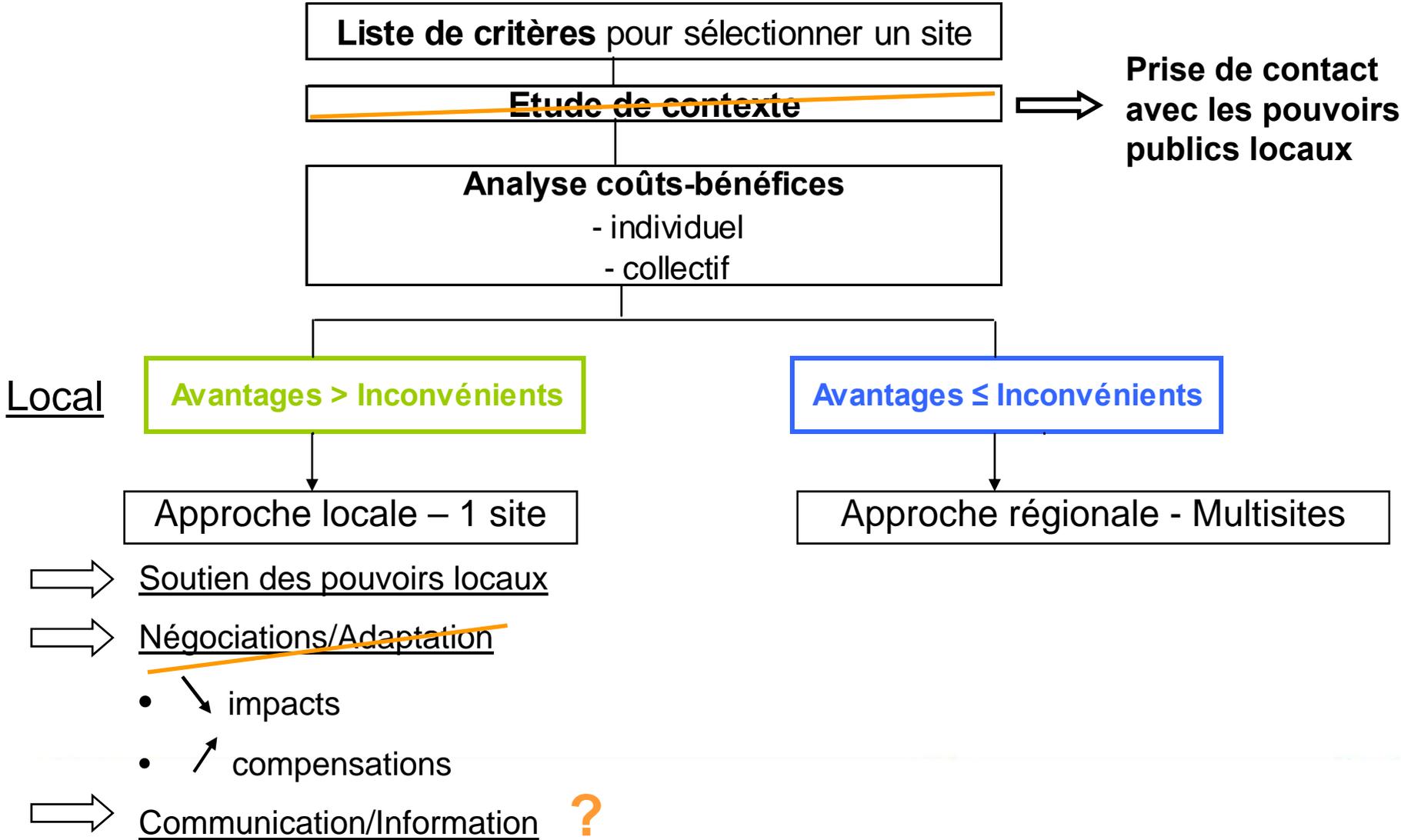
- Acteurs et discours
 - Favorables aux projets
 - Préfet
 - DRIRE et autres services de l'Etat
 - Besoin pour les régions concernées
 - Opposés au projet
 - Commissaire-Enquêteur
 - Riverains : Industriels et habitants
 - Communes
 - Associations
 - Incompatibilité du site avec l'environnement et activités
 - Conditions d'enquête insuffisantes – manque de concertation préalable

Nouvelle - Mâchefers

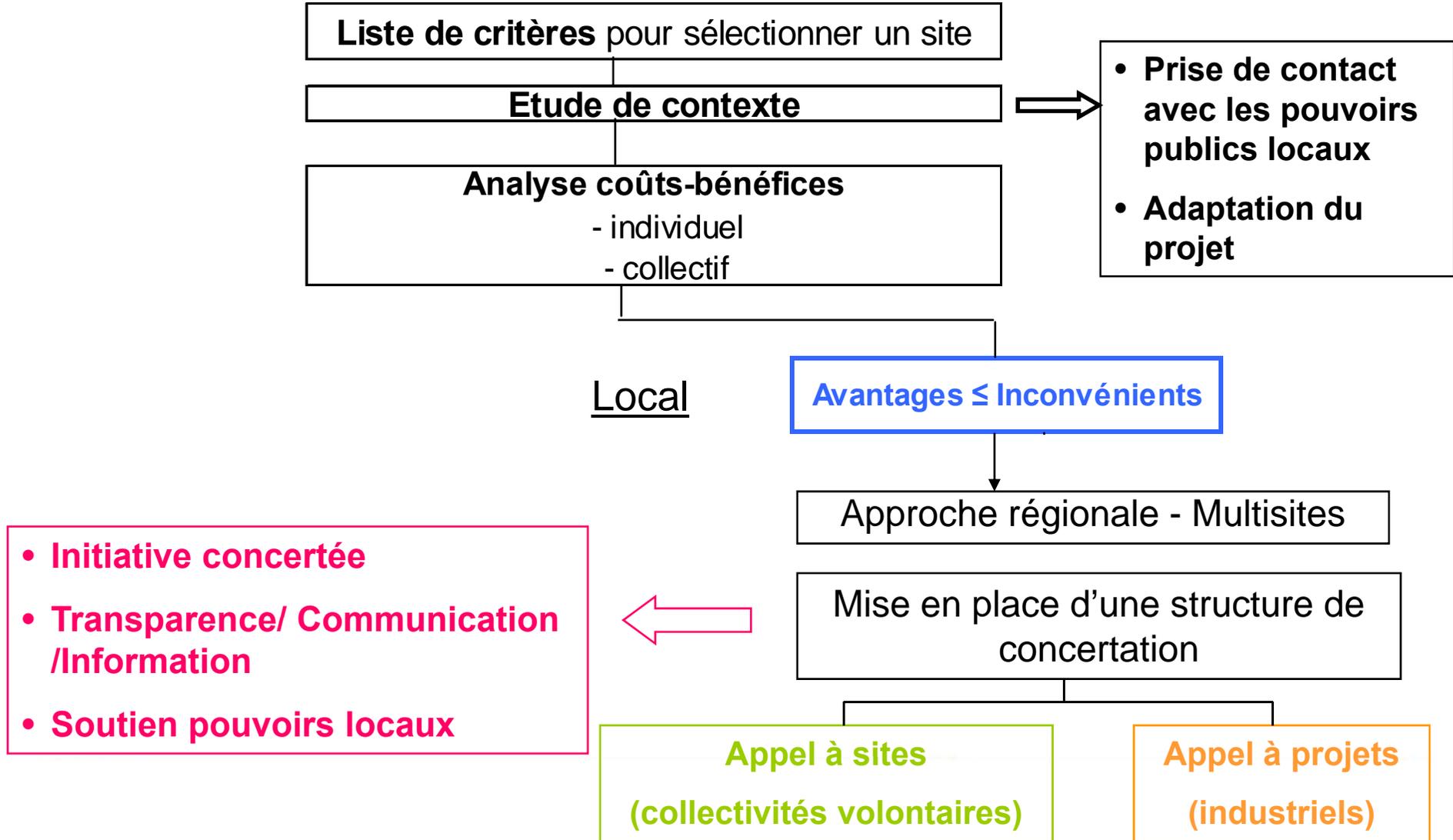
- Conclusions

- Manque de transparence
 - Pas de concertation sur le choix des sites
 - Réunion = Information et non pas concertation
 - Pas d'étude du contexte local
 - Régions à vocation agricoles et industrielles
 - Capacité des opposants à se mobiliser
 - Peu de compensations >< impacts sur économie locale
-
- ➔ Importance de l'image extérieure des activités des zones
 - ➔ Mauvais choix des sites
 - ➔ Type de déchets

Nouvelle installation - Approche



Nouvelle installation - Approche



Nouvelle – SEMEDDIRA

- **Projet**
 - Implantation d'un centre régional de stockage des déchets industriels dangereux
- But : → accord entre acteurs publics et privés

- **Déroulement**

- Première phase:
 1. Recherche de site
 - Lobbying local (autorités publiques, presse)
 - Offre de compensation

Echec

- Pas de communication/d'information des populations locales
- Augmentation du nombre d'acteurs

Nouvelle – SEMEDDIRA

- **Déroulement**

- Seconde phase:

1. **Signature d'une convention entre Etat, Région, SEM**

- Lancement d'un plan régional d'élimination des DI

2. **Concertation sur les critères pour sélectionner les sites**

- Synthèse dans un Livre Blanc

- Peu d'implication du niveau local

3. **Annonce des sites**

Echec

→ Mauvaise information des maires (par les Préfets)

→ Approche d'une élection

Nouvelle – CTSDU Grauhlet

- **Projet**
 - Implantation d'un centre régional de stockage des déchets industriels dangereux

- **Facteurs de réussite**
 1. Accord sur le besoin (Etat, Industriel, ONG)
 2. Concertation au niveau régional par l'ORDIMIP
 - Elaboration cahier des charges

 - Appel à projets et mise en concurrence
 - Délimitation périmètre géographique (géologie, politique)
 - Contact avec élus
 - Choix final des sites

 - Evaluation des projets (ampleur protestation locale)

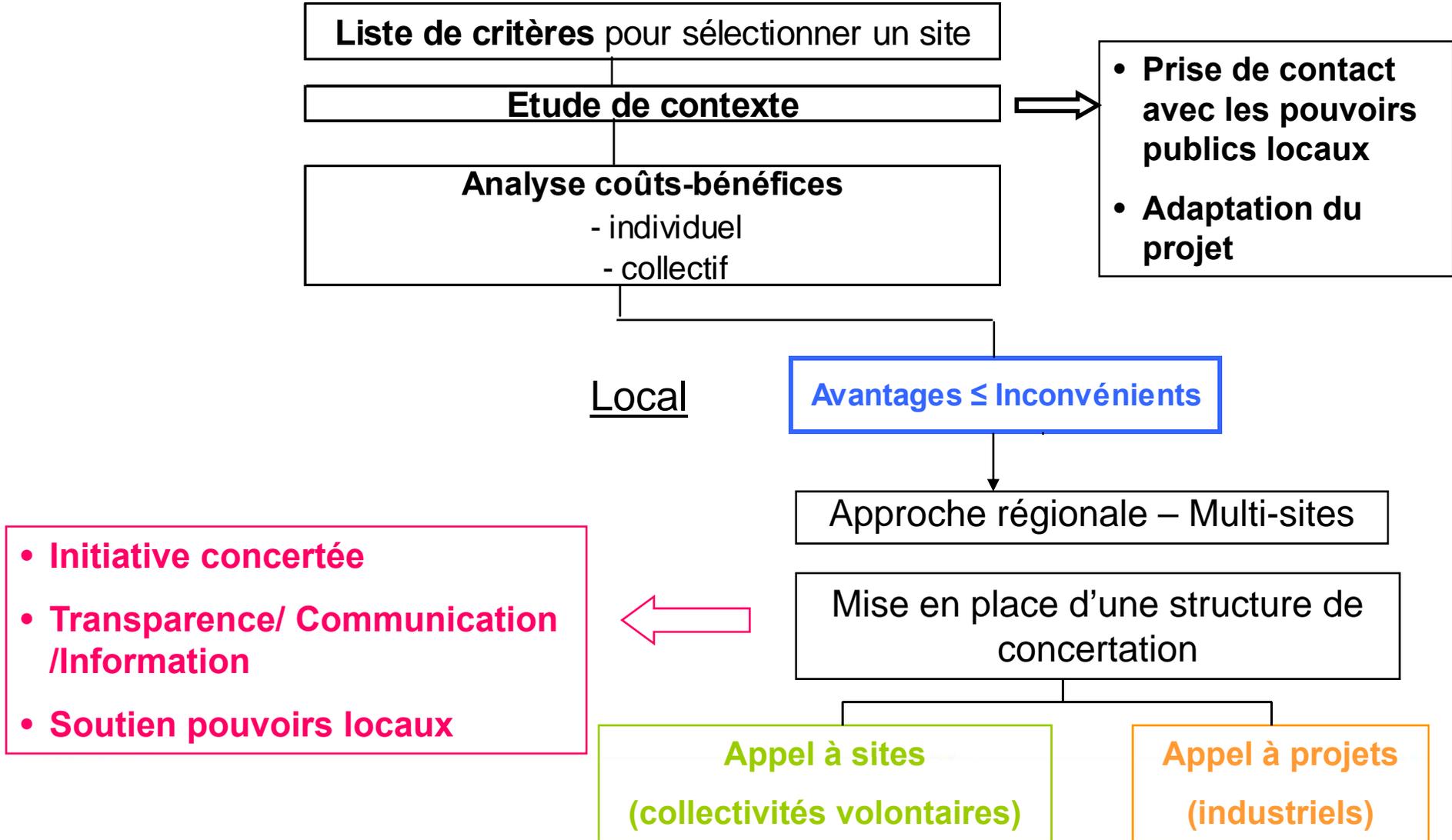
Nouvelle – CTSDU Grauhlet

3. Concertation au niveau local

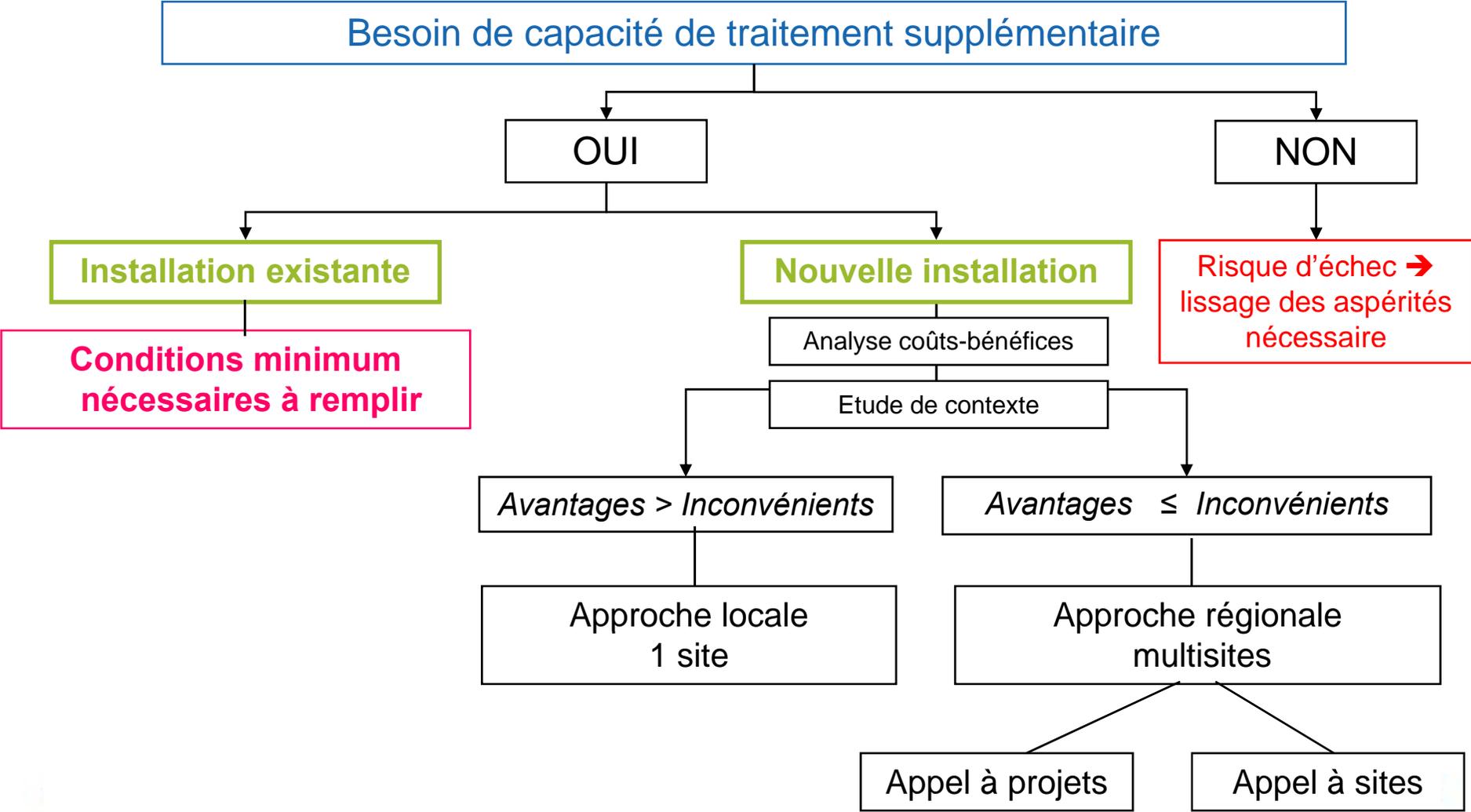
- CLI
- Procédure administrative

4. Suivi de l'installation et devenir du site

Nouvelle installation - Approche



Arbre de décision



Conclusions et recommandations

Processus de localisation d'une installation

- Obtenir un consensus sur la nécessité de créer ce type d'équipement
- Plus aisé d'augmenter la capacité d'un site existant que d'implanter un nouveau site
- Consulter préalablement les pouvoirs publics locaux est indispensable
- Retombées positives > retombées négatives pour les populations locales
- Dissocier les niveaux individuels et collectifs pour les retombées positives et négatives d'une installation

Conclusions et recommandations

Processus de localisation d'une installation

- Dialogue avec les populations locales avant que les décisions ne soient prises
- Les mesures d'acceptabilité d'une installation ne doivent pas se limiter à des mesures d'ordre financier
- Eviter les périodes (pré-)électorales pour débiter le processus



Merci pour votre attention!



Research, Development & Consulting

Av. Eugène Plasky, 157
B-1030 Bruxelles (Belgique)

Tél. +32 (0)2 420 28 23
Fax +32 (0)2 428 78 78

Web : www.rdcenvironment.be
E-Mail : rdc@rdcenvironment.be

Life Cycle Assessment,
Waste Management,
Impact Assessment